ILS ONT ASSIÉGÉ HIER L'ANNEXE DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

Les lycéens persistent et signent

Les classes de terminale sont restées quasiment vides hier à Alger. Les lycéens – essentiellement ceux de l'est d'Alger — ont déserté les établissements scolaires pour investir la rue. Ils réclament de repousser la date de l'examen du baccalauréat et de connaître le seuil des cours à réviser pour l'examen.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Toute la journée d'hier, des centaines de lycéens ont assiégé l'annexe du ministère de l'Education nationale. Ils ont fait le déplacement depuis l'est d'Alger pour rejoindre le quartier de Ruisseau au terme d'une course-poursuite avec les forces de l'ordre.

Dès les premières heures de la journée, plutôt que de rejoindre leurs lycées respectifs, les élèves de terminale des lycées Mohamed-Mazari (El Djorf), Mohamed-Béjaoui (Bab Ezzouar), Mohamed-Hadjress (Boumati), Abbane-Ramdane (El Harrach) ont pris la direction de l'annexe du ministère de l'Education.

Brandissant tabliers et cartables, ils ont entamé une marche de plusieurs kilomètres. Un parcours semé d'embûches puisque les nombreux policiers déployés avaient pour mission de les empêcher de marcher.

Bloqués plusieurs heures au niveau de Mohammadia, ils n'ont pu desserrer l'étau qu'après de longues négociations et quelques échauffourées qui se sont soldées par la blessure d'un des lycéens atteint à la jambe. Ils ne rejoindront le Ruisseau qu'en milieu de matinée.

Photo : Djallel B.

Les lycéens déterminés à faire aboutir leurs revendications.

Face au siège de l'annexe du ministère de l'Education, ils ont crié leur colère. Sur place, un imposant dispositif a été déployé pour encadrer les lycéens qui ont pris place sur les trottoirs attenant à la bâtisse.

Filles et garçons ont déployé des écriteaux résumant l'essentiel de leurs revendications exigeant d'être reçus par des responsables au niveau du ministère.

En fin d'après-midi, ils y étaient toujours, expliquant être déterminés à faire aboutir leurs revendications. En l'absence de leaders clairement identifiés, ils ignoraient hier tout des perspectives de leur mouvement. Des propositions émanant de beaucoup d'entre eux faisaient état de la nécessité de se rassembler une seconde fois devant le siège du ministère de l'Education pour exiger que la date de l'examen du baccalauréat fixé au 3 juin soit repoussée, que le seuil des cours à réviser soit immédiatement rendu public et que la cadence des cours dispensés soit ralentie. Ils étaient nombreux hier à dire qu'en classe, la majorité des élèves avaient des difficultés à soutenir le rythme imposé par des enseignants plus soucieux de terminer les programmes que de s'arrêter sur les difficultés rencontrées par des élèves. Une inquiétude que la récente mise au point du département de Benbouzid n'a pas pu dissiper.

Dans un communiqué, le ministère de l'Education rappelait que «les sujets du baccalauréat ne porteront que sur les cours effectivement dispensés», affirmant que la commission nationale de suivi des programmes arrêtera à la date du 10 mai les seuils fixés pour chaque filière et par matière et que les seuils fixant les limites du programme de référence destiné à l'élaboration des sujets d'examen et qui sera dans le même temps porté à la connaissance des candidats.

Des assurances qui n'ont pour le moment pas convaincu les concernés.

N. I.

SCÈNES DE TROUBLE À AKBOU

Un policier légèrement blessé dans une manifestation lycéenne

La ville d'Akbou a renoué, hier, avec les scènes de trouble, a-t-on appris d'une source locale.

Tout a commencé vers les coups de 15 heures, à la sortie des cours, lorsque plusieurs centaines de lycéens et collégiens se sont rassemblés dans les alentours du lycée Hafsa, situé à quelques encablures du commissariat de la ville. Les manifestants ont dressé des barricades sur la route à l'aide de pneus enflammés, de pierres et autres obstacles.

Des policiers en civil qui se sont rendus sur les lieux de la manifestation pour s'enquérir sur les revendications des protestataires ont été accueillis à avec des jets de pierres, blessant légèrement l'un d'eux.

A en croire notre source, la grogne des lycéens est liée à la surcharge des programmes scolaires «étouffants». Les forces de l'ordre ne sont pas intervenues pour disperser les manifestants .

A. K.

L'UGTA DE TIZI-OUZOU L'A DÉCIDÉ

Grève générale le 31 janvier

Le monde du travail s'agite à Tizi-Ouzou. C'est le moins que l'on puisse dire eu égard aux multiples montées au créneau de nombreux collectifs de travailleurs depuis le début de cette année. Dernière en date : l'interprofessionnelle UGTA de la Fonction publique, regroupant les syndicalistes de la santé, de l'éducation, des collectivités locales, de la formation professionnelle, des œuvres universitaires, de la culture et de la jeunesse et des sports. Du beau monde en somme. Réunis sous l'égide de l'Union de wilaya, les cadres syndicaux de Tizi-Ouzou ont eu à examiner, sous toutes ses coutures, la situation socioprofessionnelle des corps communs de pratiquement tous les secteurs d'activité. De ce check-up, il ressort, selon l'UGTA, que les revalorisations et classifications ayant touché la Fonction publique ont finalement donné lieu à l'exclusion des corps communs. Exclusion qui s'exprime par un relèvement insignifiant des salaires, un régime indemnitaire inconséquent ainsi que la promulgation d'un statut que les cadres syndicaux de Tizi-Ouzou qualifient de ségrégationniste. «Cette distorsion à l'égard du parent pauvre de la Fonction publique incite l'état-major de l'UGTA de Tizi-Ouzou à faire de cette préoccupation sa priorité», est-il expliqué à travers un communiqué rendu public hier après-midi. Afin d'exiger l'intégration des corps communs dans leurs secteurs respectifs, la confirmation dans leurs postes des contractuels et vacataires, l'augmentation substantielle des salaires des mêmes corps communs et l'alignement du régime indemnitaire dont bénéficient ces derniers à celui des corps spécifiques, l'Union de wilaya de Tizi-Ouzou a opté pour une grève générale agrémentée d'une marche de protestation le 31 du mois en cours. Ainsi, c'est du côté d'où on l'attendait le moins qu'intervient la première grosse manifestation sociale. Reste à savoir maintenant quel effet aura cet appel au débrayage généralisé sur l'activité économique dans une wilaya qui n'en finit pas de vivoter.

M. Azedine

CORPS COMMUNS

Sit-in le 23 janvier devant l'annexe du ministère de l'Éducation

Les corps communs reconduisent leur mouvement de protestation pour une semaine. Ils prévoient aussi venir de toutes les régions du pays pour se rassembler le 23 janvier devant l'annexe du ministère de l'Education nationale, au Ruisseau (Alger), selon le Syndicat national des travailleurs de l'éducation.

F.-Zohra B. Alger (Le Soir) : Après une semaine de débrayage, les corps communs ont décidé de reprendre la protestation en lançant un autre mouvement de grève ce lundi. Selon M. Aït Hamouda chargé de la communication du SNTE, «cette décision est justifiée par la réaction du ministre de l'Education nationale qui a déclaré a partir de Tamanrasset que le taux de suivi de la grève était estimé à 2%».

Le syndicaliste dénoncera, en outre «le mépris affiché par la tutelle envers les corps communs». Pour M. Aït Hamouda, la grève a largement mobilisé les travailleurs et a atteint un taux de participation de 80% au niveau national. La mobilisation a été cependant plus importante à l'est du pays où le taux est estimé à 95 %, selon le SNTE. Les travailleurs en grève attirent l'attention sur le fait qu'il n'y ait pas eu de réaction de la tutelle alors que la situation sanitaire se dégrade au niveau des établissements du territoire national. Ceci en plus du fait que les cantines soient fermées, privant les écoliers du déjeuner.

Photo : DR.

Aït Hamouda (à gauche) dénonce le mépris affiché par la tutelle.

Ceci notamment dans les régions de l'intérieur du pays. «Devant cette situation, les corps communs ont décidé de venir de toutes les wilayas du pays pour se rassembler ce lundi 23 janvier devant l'annexe du ministère de l'Education», a déclaré M. Aït Hamouda. Les syndicalistes dénonceront, par ailleurs, « les dépassements et les tentatives d'intimidation subis par les grévistes dans certains établissements de l'intérieur du pays». Les corps communs revendiquent notamment une revalorisation de leurs salaires qu'ils jugent dérisoires.

F-Z.B.